

**CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE UNIQUE
POUR LA REALISATION D'UNE OPERATION DE DESAMIANTEGE
Avenue de la Reine Victoria sur la Commune de Biarritz**

Passée en application de l'Ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée.

ENTRE

Le Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque Adour, représenté par son Président, Monsieur Claude Olive, habilité par une délibération du Conseil Syndical du 23 juin 2017,

d'une part,

ET

La Ville de Biarritz, représentée par son Maire, Monsieur Michel VEUNAC, habilité par une délibération du 30 juin 2017

d'autre part,

PRÉAMBULE

Dans le cadre des travaux de réalisation de la Ligne 1 de Tram'bus reliant Bayonne, Anglet et Biarritz, le Syndicat des Transports prévoit de faire des aménagements de voirie sur l'avenue de la Reine Victoria située sur la commune de Biarritz. Ces aménagements consistent à la reprise de la voirie dans son ensemble, des trottoirs et espaces publics et nécessitent des travaux de « façade à façade ».

Dans le cadre des études de sol réalisées sur l'avenue de la Reine Victoria, des traces d'amiante ont été détectées sur une portion d'environ 400 mètres de ladite avenue.

Il convient par conséquent, préalablement à la réalisation des travaux de dévoiements de réseaux et d'aménagements du projet de Tram'bus, d'effectuer des travaux de désamiantage sur la section concernée de l'avenue de la Reine Victoria.

Deux maîtres d'ouvrage sont concernés :

- Le Syndicat de Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour, pour le Projet de Tram'bus ;
- la Commune de Biarritz, en tant que gestionnaire du le réseau de voirie.

Ces aménagements étant réalisés sur l'ensemble du tracé de l'avenue de la Reine Victoria, il paraît opportun, dans un souci d'homogénéité et d'impact sur l'espace public mais aussi d'optimisation financière et de bon usage des fonds publics par la mutualisation des travaux, de prévoir une intervention simultanée avec une co-maitrise d'ouvrage unique. Le linéaire de travaux le plus long étant celui du Tram'bus.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de désigner le Syndicat des Transports en qualité de maître d'ouvrage unique pour l'exécution de la maîtrise d'œuvre, des études SPS, des sondages éventuellement nécessaires et la réalisation des opérations de désamiantage :

ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE UNIQUE

L'Ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée prévoit dans son article 1er les dispositions suivantes :

"Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme."

Dans le cadre des interventions prévues sur le projet faisant l'objet de la présente convention, il est convenu que le Syndicat des Transports assurera la maîtrise d'ouvrage unique pour les raisons suivantes :

- La concomitance avec les travaux d'aménagements réalisés par le Syndicat des Transports ;
- Le linéaire des travaux d'aménagements relevant de la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Transports le plus important.

ARTICLE 3 : DEROULEMENT DE L'OPERATION

En sa qualité de maître d'ouvrage et afin de mener à terme l'opération, Le Syndicat des Transports aura la responsabilité de conduire les éléments de missions nécessaires en respectant les réglementations en vigueur. Ils porteront notamment sur :

- désignation du maître d'œuvre,
- commande des prestations SPS et des sondages éventuellement nécessaires,
- suivi des études projet,
- désignation des entreprises chargées des travaux,
- suivi administratif des dossiers de marché,
- suivi comptable et règlement financier de l'opération,
- direction, contrôle et réception des travaux
- et toute autre prestation nécessaire à la réalisation des travaux.

ARTICLE 4 : RECEPTION ET GESTION ULTERIEURE DES OUVRAGES

La réception des ouvrages fera l'objet d'un procès verbal signé contradictoirement par le Syndicat des Transports et la Ville de Biarritz au vu des documents relatifs à la réception des marchés.

ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Le Syndicat des Transports assurera sa mission de maître d'ouvrage en toute transparence ; pour cela, il informera régulièrement la ville de Biarritz de l'avancement de l'opération.

Devront en particulier être assurées les actions suivantes :

- diffusion mensuelle du planning de l'opération mis à jour,
- transmission pour avis des dossiers d'avant-projet, de projet et de DCE,

- diffusion des comptes-rendus des réunions techniques préalables et des réunions de chantier.

Le Syndicat s'engage à fournir à la Ville tous éléments demandés par cette dernière et nécessaires au suivi de l'opération.

Suivant les besoins et les stades de l'opération, la Ville participera aux réunions d'études et aux réunions de chantier, ainsi qu'aux phases de réception du chantier de désamiantage.

Toute modification du programme ou de l'enveloppe financière sera soumise à délibération du Syndicat des Transports et de la Ville de Biarritz et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Le Syndicat des Transports ne percevra pas de rémunération pour ses missions, qui s'effectueront donc à titre gratuit.

ARTICLE 6 – REPARTITION DU COUT DE L'OPERATION

Le coût prévisionnel des travaux tel qu'estimé par le maître d'ouvrage est fixé à environ 265 000 € selon le calcul suivant :

Surface 3 500 m² x Evaluation du coût au m² : 75 € HT = 262 500 € arrondis à 265 000 € soit 318 000 euros TTC.

Les parties s'engagent à revoir les termes de la convention si le montant total de l'opération varie de plus de 5%.

A ces montants se rajouteront les honoraires de maîtrise d'œuvre, ainsi que les dépenses de SPS, de sondages et de réception, qui seront réparties entre la Ville de Biarritz et le syndicat des transports au prorata de la valeur des travaux :

- **Part Ville : 80 %:**
- **Part Syndicat des Transports : 20 %:**

ARTICLE 7 : MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Chaque maître d'ouvrage assurera le financement des ouvrages relevant de sa compétence et inscrira à cet effet les crédits nécessaires à son budget.

Article 7.1 – Modalités de règlement de l'Agglomération

1. Calcul des appels de fonds

La Ville de Biarritz procédera aux versements de sa contribution à l'opération suivant la réalisation des aménagements des dépenses du projet relevant de sa compétence selon l'article 6, sur appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux.

2. Justificatifs et décomptes périodiques

Le Syndicat des Transports fournira à la Ville de Biarritz des décomptes faisant apparaître :

- a) Le montant cumulé des dépenses supportées par la Ville, dûment arrêté et validé par le comptable public, sur la base des dépenses résultant du service fait dans le cadre de chacun des marchés ;
- b) Le montant de la participation demandée, sur la base d'un certificat d'avancement des travaux faisant ressortir le montant HT et celui de la TVA.

Les paiements interviendront dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recettes.

Article 7.2 - Schéma comptable

Comptablement, ce dispositif sera traité en opération sous mandat. Les montants payés pour le compte de la Ville seront donc intégrés dans un compte spécial qui recensera aussi les recettes correspondantes éventuelles.

La maîtrise d'ouvrage unique étant confiée au Syndicat des Transports, ce dernier devra avancer les coûts liés à la maîtrise d'ouvrage de la compétence du Syndicat. En conséquence, conformément aux dispositions prévues dans l'instruction comptable M14, le Syndicat retracera dans ses comptes cette opération pour le compte de tiers au compte 458 qui fera l'objet d'une subdivision appropriée en dépenses et en recettes.

Au fur et à mesure de la réalisation des espaces publics, ce compte sera alimenté en dépenses et en recettes.

ARTICLE 8 – T.V.A.

En application des règles relatives à la TVA, la Ville de Biarritz, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, peut bénéficier d'une récupération directe de la TVA par la voie fiscale pour les ouvrages relevant de sa compétence, puisque les dépenses réalisées par le Syndicat ne constituent pas pour elle une dépense réelle d'investissement.

En conséquence, la Ville de Biarritz fera son affaire de la récupération de la TVA pour les travaux réalisés pour son compte.

Le Syndicat lui fournira un état des dépenses acquittées pour réaliser l'opération, avant la fin de l'année où sera intervenue la remise des biens prévue à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION ET PLANNING PREVISIONNEL

Le planning prévisionnel de l'opération s'inscrit sur 2 ans.

La présente convention prendra fin lorsque la totalité des opérations suivantes aura été effectuée :

- réception contradictoire des ouvrages et levées des éventuelles réserves,
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- remise des dossiers techniques et administratifs complets relatifs aux ouvrages,
- liquidation financière de l'opération,
- signature des procès-verbaux de remise des ouvrages,

ARTICLE 10 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations de la convention.

Cette résiliation prend effet deux mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs.

ARTICLE 11 : CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE

Le Syndicat des Transports pourra agir en justice pour le compte de la Ville de Biarritz pendant toute la durée de la convention, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Il devra, avant toute action, demander l'accord de la Ville.

ARTICLE 12 : LITIGES ET REGLEMENT DES CONFLITS

A défaut d'accord amiable, le règlement des litiges liés à l'exécution de la présente convention relève du Tribunal Administratif de Pau.

Le document comporte 5 (5) pages et est établi en deux exemplaires originaux dont un pour chacune des parties.

Fait à Bayonne....., le 5/09/2017

Pour le Syndicat des Transports,
Le Président,



Pour la Ville de Biarritz,
Le Maire,



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 05/09/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/09/2017